



CTB MALI



**MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE
ET DE LA DECENTRALISATION**

RAPPORT DES RESULTATS 2012

**PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL AU MATCL
POUR LE PILOTAGE STRATEGIQUE DE LA
DECENTRALISATION ET DE LA
DECONCENTRATION AU MALI
(MLI09 032 11)**

ACRONYMES.....	3
AVANT-PROPOS.....	5
1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	6
1.1 FICHE PROJET.....	6
1.2 PERFORMANCES DU PROJET.....	7
1.3 EXECUTION BUDGETAIRE.....	7
1.4 RESUME.....	8
2 ANALYSE DE L'INTERVENTION.....	9
2.1 CONTEXTE.....	9
2.1.1 <i>Contexte général</i>	9
2.1.2 <i>Contexte institutionnel</i>	9
2.1.3 <i>Contexte de gestion : modalités d'exécution</i>	9
2.1.4 <i>Contexte HARMO</i>	10
2.2 OUTCOME.....	11
2.2.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
2.2.2 <i>Gestion des risques</i>	13
2.2.3 <i>Impact potentiel</i>	16
2.2.4 <i>Critères de qualité</i>	17
2.3 OUTPUT 1.....	20
2.3.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	20
2.3.2 <i>Exécution budgétaire</i>	22
2.3.3 <i>Critères de qualité</i>	22
2.4 OUTPUT 2.....	23
2.4.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	23
2.4.2 <i>Exécution budgétaire</i>	26
2.4.3 <i>Critères de qualité</i>	26
2.5 OUTPUT 3.....	27
2.5.1 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	27
2.5.2 <i>Exécution budgétaire</i>	29
2.5.3 <i>Critères de qualité</i>	29
3 THEMES TRANSVERSAUX.....	30
3.1 GENRE.....	30
3.2 ENVIRONNEMENT.....	30
4 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE.....	31
4.1 PLAN D'ACTION.....	31
4.2 ENSEIGNEMENTS TIRES.....	32
5 ANNEXES.....	33
5.1 CADRE LOGIQUE D'ORIGINE.....	34
5.2 APERÇU DES MORE RESULTS.....	36
5.3 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) ».....	37
5.4 RESSOURCES.....	39
5.4.1 <i>Les équipement informatiques, bureautiques et de communication</i> :.....	40
5.4.2 <i>Les autres équipements</i> :.....	41
5.4.3 <i>Les véhicules</i> :.....	43
5.5 DECISIONS PRISES PAR LA SMCL ET SUIVI.....	44

ACRONYMES

ATI	Assistant(e)Technique International(e)
ANICT	Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales
BCD	Bureau de Coopération au Développement de l'Ambassade de Belgique
CA	Circonscription(s) Administrative(s)
CADD	Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration
CFCT	Centre de Formation des Collectivités Territoriales
CTB	Agence Belge de Développement
CDI	Commissariat au Développement Institutionnel
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CPS-ATFPSI	Cellule de Planification et de Statistique de l'Administration territoriale, de la Fonction Publique et de la Sécurité Intérieure.
CT(s)	Collectivité(s) Territoriale(s)
DAT-FNACT	Dotation pour les Appuis Techniques du FNACT
DAIL	Division Administrations et Institutions Locales de la DGCT/DNCT
DELP	Division Elus et Personnels Locaux de la DGCT/DNCT
DFM	Direction (directeur) des finances et des matériels
DGAT	Direction Générale de l'Administration du Territoire (ex DNI)
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales (ex DNCT)
DNCT	Direction Nationale des Collectivités Territoriales (actuellement DGCT)
DNI	Direction Nationale de l'Intérieur (actuellement DGAT)
DTF	Document Technique et Financier
DRH	Direction (directeur) des Ressources Humaines.
FNACT	Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales
FPCT	Fonction Publique des Collectivités Territoriales
GIZ	Deutsche Gesellschaft fuer Internationale Zusammenarbeit Agence de coopération technique allemande
GUNT	Gouvernement d'Union National pour la Transition.
II	Inspection de l'Intérieur
MATCL	Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales
MATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (ex MATCL)
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances.
MEP	Ministère de l'Elevage et de la Pêche.
MP	Marché(s) Public(s)
PACT	Programme d'Appui aux Collectivités territoriales (GIZ / coopération allemande)
PADK 2	Projet d'Appui à la Décentralisation dans la région de Koulikoro – phase 2
PAEC	Projet d'Appui à l'Etat Civil
PAEX	Programme d'appui en expertise
PAI MATCL	Projet d'Appui Institutionnel au MATCL
PARADDER	Programme d'Appui à la Réforme Administrative, à la Décentralisation et au Développement Economique Régional (Union Européenne).
PAREC	Programme d'appui au renforcement de capacités
PDI	Programme de Développement Institutionnel
PNACT	Programme National d'Appui aux Collectivités Territoriales
PO-PDI	Plan Opérationnel du Programme de Développement Institutionnel
PRGT	Plan de Renforcement Global de la Tutelle
PTF	Partenaire(s)Technique(s) et Financier(s)
RE	Représentant(s) de l'Etat
RR	Représentant(e) Résident(e) de la CTB

SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
STDE	Service(s) Technique(s) Déconcentré(s) de l'Etat
M&E	Monitoring et Evaluation
UCAT	Unité de Coordination et d'Appui Technique

Avant-propos

L'analyse de l'intervention décrite dans le présent rapport a été conduite en l'absence des principaux acteurs ayant eu à conduire le PAI MATCL depuis l'établissement de sa planification opérationnelle 2012 jusqu'à la suspension des activités au lendemain du coup d'Etat du 22 mars 2012 (gel des appuis institutionnels dans le cadre des interventions de la coopération Belge).

1 Aperçu de l'intervention

NOM DU PROJET	Projet d'Appui institutionnel au MATCL pour le pilotage stratégique de la décentralisation et la déconcentration au Mali (PAI-MATCL)
CODE DU PROJET	MLI 09 032 01
EMPLACEMENT	Mali
BUDGET	3 500 000 EUR
INSTITUTION PARTENAIRE	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (ex Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales - MATCL)
DATE DE LA CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE	Signature le 08/12/2010 – Notification le 17/11/2010
DUREE (MOIS)	47 mois de mise en œuvre pour une durée de validité de la convention spécifique de 59 mois (CS, article 12).
GROUPES CIBLES	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Services centraux du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (ex MATCL); ▪ Services déconcentrés du MATD (représentant de l'Etat et tutelle des collectivités territoriales) ; ▪ Cellules d'Appui à la Décentralisation et Déconcentration des départements ministériels ; ▪ Commissariat au Développement Institutionnel (CDI)
IMPACT	Améliorer le pilotage stratégique de la Politique Nationale de décentralisation/déconcentration au niveau régional et central.
OUTCOME	Rendre opérationnelles, efficaces et durables les activités de planification, de gestion, de coordination, d'appui technique et de suivi/évaluation du MATCL dans le cadre de la mise en œuvre de la politique Nationale de la décentralisation / déconcentration.
OUTPUTS	<p>(1) Le MATCL a renforcé sa capacité d'améliorer la performance des représentants de l'Etat dans l'exercice de leur tutelle (assistance, conseil et contrôle de légalité) des Collectivités Territoriales.</p> <p>(2) Les capacités techniques du MATCL sont durablement renforcées pour assurer ses missions dans la mise en œuvre du PNACT III, en particulier en ce qui concerne la concertation avec les départements sectoriels et le renforcement de la qualité des services publics des collectivités territoriales.</p> <p>(3) Le MATCL dispose des instruments efficaces et durables de coordination et de suivi/évaluation pour améliorer son leadership sectoriel.</p>

1.1 Fiche projet

1.2 Performances du projet

	Efficienc	Efficacit	Durabilit
Outcome	D	D	C
Output 1	C	C	B
Output 2	C	C	B
Output 3	D	C	B

1.3 Exécution budgétaire

La situation financière ci-après est établie au 31 décembre 2012.

Rubrique	Budget	Dépenses (2010 + 2011)	Dépenses 2012	Solde budgétaire	Taux exécution
Résultat 1	808.560,00	51.370,38	50.491,12	706.698,51	13 %
Résultat 2	772.380,00	141.969,38	178.921,88	451.488,75	42 %
Résultat 3	945.640,00	40.120,90	39.995,90	865.523,20	8 %
Réserve budgétaire	37.762,00	0,00	0,00	37.762,00	0 %
Moyens généraux	935.658,00	237.302,82	240.380 ,33	493.974,83	47 %
TOTAL	3.500.000,00	470.763,48	473.789,23	2.555.447,29	27 %
Total Régie	2.158.280,00	440.724,27	374.647,72	1.342.908,01	38 %
Total Cogestion	1.341.720,00	30.039,21	99.141,51	1.212.539,28	10 %

1.4 Résumé

Eléments clés ou points saillants de la période sous revue :

<ul style="list-style-type: none">• Suspension du projet en avril 2012 suite au coup d'état du 22 mars 2012 impliquant le gel de toutes les activités, la non-prise de fonction de l'assistance technique pour la CPS (résultat 3) et le départ de toute l'assistance technique entre juillet et octobre 2012.
<ul style="list-style-type: none">• Quelques difficultés dans la gestion opérationnelle du projet avec la démission du responsable administratif et financier en février 2012 (fin de fonction en avril 2012).
<ul style="list-style-type: none">• Période d'activité du projet limitée au premier trimestre 2012.
<ul style="list-style-type: none">• Départ du responsable national de l'UCAT, nommé Gouverneur de la Région de Mopti le 14 novembre 2012.
<ul style="list-style-type: none">• Projet totalement gelé, sans système de cogestion fonctionnelle. Une éventuelle reprise (totale ou partielle) devra s'appuyer sur une reformulation afin de procéder au recadrage de la logique d'intervention pour prendre en compte les évolutions du contexte et les nouvelles priorités des partenaires.

FONCTIONNAIRE EXECUTION NATIONALE	FONCTIONNAIRE EXECUTION CTB

2 Analyse de l'intervention

2.1 Contexte

2.1.1 Contexte général

Les éléments du contexte général qui ont impactés l'intervention sont :

- Le coup d'état du 21 mars 2012 qui a eu pour conséquence la suspension de la coopération internationale au Mali, principalement source de financement et d'assistance technique pour conduire le processus de décentralisation et de réforme institutionnelle ;
- La mise en place d'un Gouvernement d'Union National pour la transition politique ;
- La crise politique et le processus de concertation nationale toujours en cours, avec pour principaux enjeux, d'une part, l'organisation des élections présidentielles et législatives ; d'autre part, la libération des régions du Nord Mali sous l'emprise des groupes islamiques armés ;
- Le maintien de la suspension des appuis institutionnels suite à la décision des autorités politiques belges avec pour conséquence le retrait puis le départ des assistants techniques affectés au PAI MATCL ;
- La nomination en novembre 2012 du responsable nationale du PAI MATCL à la fonction de Gouverneur de la Région de Mopti ;

Depuis le mois de mars 2012 (qui a vu la tenue de la dernière SMCL du PAI MATCL le jour du coup d'état), aucune activité n'a été engagée ou poursuivie. Les prestations en cours d'exécution ont été suspendues. A ce jour, l'unité de coordination et d'appui technique, structure de gestion opérationnelle du projet, n'est plus fonctionnelle. Toutefois, un suivi ponctuel est assuré par la représentation de la CTB Mali au plan administratif et financier et des rencontres (informelles) ont eu lieu pour gérer les risques liés à la suspension (voir 2.2.2) et tenter de préserver la qualité des relations avec le MATDAT et ses services.

2.1.2 Contexte institutionnel

Score: Approprié

Le positionnement de la direction de l'UCAT au niveau du Secrétariat Général facilite la coordination des activités menées par les structures centrales du Ministère appuyées par le projet (tous résultats confondus), notamment l'Inspection de l'intérieur et la Direction Générale de l'Administration Territoriale localisées dans l'enceinte du Ministère. Cet ancrage a permis de prendre en compte certaines évolutions institutionnelles au sein du MATCL, notamment la mise en place de la Direction des Ressources Humaines pour laquelle des appuis technique et opérationnels ont été identifiés. En outre, il facilite également la diffusion et la promotion des outils développés par le projet, ainsi que la mise en synergie du PAI MATCL avec les activités du résultat 3 du PADK2.

Le positionnement d'un ATI au sein de la Direction Générale des Collectivités Territoriales est également très pertinent pour la conduite des activités dans le cadre du résultat 2 et leur mise en synergie avec les activités du résultat 1 du PADK2.

Pour le résultat 3, un ATI au sein de la CPS est également utile même si la mission d'assistance technique n'a pas pu vraiment démarrer compte tenu des circonstances.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Score : Peu approprié

Une SMCL conjointe à trois interventions (PAI MATCL, PADK2, PAEC) apparait une disposition pertinente pour évoluer vers une approche programme et limiter le nombre de réunion de pilotage d'intervention dans le même secteur et placé sous la tutelle technique d'un même ministère. Toutefois, la faiblesse de la programmation conjointe entre les trois interventions limite fortement l'impact et l'effet de levier pour un pilotage commun.

L'existence aujourd'hui d'un Ministère délégué à la décentralisation n'est pas prise en compte dans le portage et le pilotage de l'intervention. Ce Ministère délégué a été créé après l'approbation du DTF et le démarrage du projet mais cette évolution de la structure institutionnelle du MATCL n'a pas à ce jour donné lieu à une réflexion quant à sa place et son rôle dans la mise en œuvre de l'intervention.

La cogestion demeure une modalité mal perçue dans un ministère de souveraineté nationale. L'arbitrage sur l'opportunité de certaines activités est problématique (positionnement hiérarchique du responsable national), de même que leur gestion opérationnelle et comptable (par exemple l'appui aux missions de l'Inspection de l'Intérieur dans les produits ont un caractère confidentiel).

Il existe un certain cloisonnement entre les structures centrales du Ministère, notamment sur la planification opérationnelle de leurs activités. Chaque structure considère que les moyens prévus par le projet leur est acquis et ne veulent pas les voir réaffectés à d'autres structures. Ceci est renforcé par la désignation nominative des services dans les activités du cadre logique du projet. La Culture du résultat n'est pas encore ancrée dans les modes de fonctionnement. Il existe une forte résistance au changement dans ce domaine comme le montre les blocages relatifs à la gestion axée sur les performances (organisationnelles et individuelles).

Cette situation a rendu problématique pour l'UCAT la formulation de propositions de réaffectation budgétaire pour la prise en charge de certaines activités au point où l'UCAT a été amené à rechercher d'autres sources de financement (PAEX, PAREC, notamment) alors que le projet dispose de ressources importantes non engagées.

2.1.4 Contexte HARMO

La volonté de l'équipe a été poursuivie pour conduire les activités dans la lignée des orientations et recommandations émises dans les cadres de concertation sectorielle, et de privilégier le dialogue, l'harmonisation des procédures et la recherche de synergies et de complémentarités, tout en évitant les doublons.

Le partenariat privilégié entre le projet et le PACT (GIZ) dans le domaine du renforcement de la tutelle et de l'appui à l'organisation interne de la DNCT a été poursuivi et a donné lieu à la conduite de certaines activités en commun. Toutefois, l'harmonisation implique que les deux agences d'exécution – la CTB et la GIZ – s'entendent sur la possibilité d'harmoniser les procédures notamment au plan de la mobilisation de l'expertise spécialisée. En effet, le PACT, en accord avec le MATCL, a recours aux compétences des fonctionnaires expérimentés du département pour le pilotage et la réalisation d'activités techniques. Ces fonctionnaires perçoivent des primes de technicité pour les activités ne faisant pas partie de leurs tâches quotidiennes. Cette disposition n'a pas encore donné lieu à un consensus au sein de la SMCL.

Avec la suspension de la coopération internationale avec le Mali, cette dynamique d'harmonisation a été « mise entre parenthèse » à partir du mois de mars 2012 au plan opérationnel. Les différentes agences de coopération ayant suspendu leurs appuis institutionnels au Mali.

Toutefois, le dialogue inter PTF a été poursuivi à travers le groupe technique décentralisation et développement institutionnel (formulation de messages et de priorités politiques à l'attention du Gouvernement d'Union National pour la Transition).

2.2 Outcome

2.2.1 Analyse des progrès réalisés

Remarques préliminaires : Comme souligné dans le rapport d'exécution 2011, la mise en place du système de suivi évaluation n'a pas pu être effectuée. Les indicateurs, les valeurs de référence, les valeurs cibles et le système de renseignement, d'analyse et de rapportage n'ont pu être « revus et actualisés ».

En cas de reprise du PAI MATCL, il importe donc que le système de suivi/évaluation du projet soit finalisé et rendu opérationnel pour assurer le pilotage.

Les données reprises ci-dessous sont issues de l'étude menée par le consultant Altus, et sont donc à considérer avec prudence, étant donné qu'elles n'ont pas encore fait l'objet d'un consensus parmi les acteurs principaux du projet.

OUTCOME : LES ACTIVITES DE PLANIFICATION, DE GESTION, DE COORDINATION, D'APPUI TECHNIQUE ET DE SUIVI/EVALUATION DU MATCL DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE NATIONALE DE LA DECENTRALISATION/DECONCENTRATION SONT OPERATIONNELLES, EFFICACES ET DURABLES.						
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès N-1 (2011)	Progrès N (2012)	Cible année N (2012)	Cible finale	Commentaires
IOV OS 1 : Niveau de modernisation des services clés du MATCL	Rustiques (niveau 1): 2/9 services : ARK et DNI Pré-modernes (niveau 2) : 7 /9 services : CADB, CADD, CPS, DNCT, GRK, DNI, DRH, DFM	idem	na	na	9/9 services modernes niveau 3	Le rapport de la Baseline prête à confusion concernant l'appréciation du niveau de cet indicateur pour les différents services. Le comité pour la mise en place du système S&E devra se pencher sur les valeurs données et proposer des corrections quand nécessaire
IOV OS 2 : Taux de déconcentration budgétaire du MATCL	31 %	idem	na	na	70 %	
IOV OS 3 : Taux de déconcentration du personnel MATCL	79 %	idem	na	na	65 %	
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'outcome :						
<i>Lien entre les outputs et l'outcome</i>	<ul style="list-style-type: none"> - De manière globale, les outputs du projet ont peu influencé l'atteinte de l'outcome, mais certains outputs intermédiaires sont constatés, notamment (adoption du plan de renforcement de la tutelle, accompagnement du transfert de nouvelles compétences et des biens publics aux collectivités territoriales. - L'outcome est « complexe » dans sa formulation et fait référence à plusieurs niveaux de performance pour avoir l'impact recherché. Les indicateurs pour l'outcome ne renseignent pas tous ces niveaux de performance attendus. 					
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Le projet est entré dans sa phase de démarrage opérationnel qu'à partir du second semestre 2011. Avec la suspension du projet à partir du coup d'état du 21 mars 2012, aucun progrès n'a pu être mesuré en 2012. Il a donc été peu pertinent de parler de progrès réalisés en 2012. - Les travaux relatifs à l'étude de référence a permis aux responsables du projet, aux assistants techniques et bien sûr aux structures partenaires de se réunir autour d'une réflexion stratégique sur la raison d'être du projet, les objectifs visés et les résultats attendus. - Le travail engagé en 2011 pour une participation active des structures centrales du MATCL dans le processus de planification, de préparation, conduite, suivi et le 					

	<p>rapportage des activités placées sous leur responsabilité, a été poursuivi début 2012 à l'occasion de la préparation de la planification opérationnelle du projet. Le travail d'animation de l'UCAT a commencé à porter ses fruits.</p>
<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence (positive ou négative) :</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités du projet ont été suspendues en avril 2012 et n'ont pas repris à ce jour. - Le projet ne dispose pas d'une situation de référence consolidée et validée. Le système de M&E n'est pas fonctionnel pour le pilotage de l'intervention. Le M&E à partir du cadre logique n'apparaît pas être la méthode la plus adaptée pour le pilotage d'une intervention d'appui institutionnel. - Le PO/PDI, cadre programmatique pour la réforme de l'Etat et de la modernisation des services publics, devrait être une référence pour orienter les activités de renforcement de capacités institutionnelles, organisationnelles et individuelles du MATCL. Ce n'est pas le cas actuellement. Une actualisation du PO/PDI était attendue en 2012 (suite à son évaluation) pour le décliner par ministère (afin de les rendre imputables de son opérationnalisation et de ses résultats) et définir une matrice d'indicateurs pour son M&E. - Exception faite de la DNCT (dans une certaine mesure pour le PNACT), les services centraux ne disposent pas d'une pratique et d'outil de planification stratégique et opérationnelle. De ce fait, il est difficile d'appuyer les autres services du MATCL qui n'ont pas l'habitude de structurer, dater et chiffrer la conduite de leurs activités. - La culture de l'organisation du travail en « vase clos » prévaut au sein des services du MATCL. L'efficacité du service dépend fortement du dynamisme et des capacités du supérieur hiérarchique à communiquer, déléguer et superviser. Cette organisation ne tient pas compte de l'importance de la collaboration et de la communication avec les autres entités du ministère ou d'autres départements pour atteindre des objectifs communs. Elle impacte fortement les activités pour l'atteinte des résultats et de l'objectif spécifique du projet.
<p><i>Résultats inattendus :</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sans commentaires

2.2.2 Gestion des risques

Compte tenu du contexte de suspension du projet, l'analyse des risques présentée ici porte d'une part sur les risques liés à la période de transition (gel des activités du projet) et d'autre part sur les risques en cas de reprise de l'intervention (reprise partielle ou totale de l'intervention).

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identif.	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
RISQUES LIEES A LA PERIODE DE SUSPENSION DES ACTIVITES DU PROJET										
1) Baisse de la qualité des relations de partenariat avec le MATD	Mai 2012	REP	Moyenne	Elevé	C	Lobbying BCD pour une reprise (partielle / totale) du projet.	RR	continu	Action en cours via réunion hebdomadaire BCD	ONGOING
						Maintenir des contacts informels avec le MATD via ses cadres (conseillers, directeurs nationaux)	RR	continu	Contacts ponctuels engagés	
						Préparer un plan de reprise du projet à travers un dialogue technique informel.	RR	Q1_2013	Mission backstopping HQ EST reportée. Nouvelle dates attendues.	ONGOING
2) Pertes des biens acquis pour le PAI_MATCL	Novembre 2012	FIN	Faible	Moyen	B	Mettre à jour l'inventaire des bureaux du PAI	RR	Q1_2013	Demande formulée auprès du DFM (ordonnateur)	ONGOING
						Transmettre pour information au DFM du MATD l'inventaire du projet pour suivi.	RR	Q1_2013		
3) Perte des dossiers administratifs et financiers (pièces administratives, dossiers de marchés, pièces comptables, etc.)	Novembre 2012	FIN JUR	Moyenne	Elevé	C	Prendre contact avec le DFM du MATD pour demander les dossiers administratifs et financiers (voir Risque 4)	RR	Décembre 2012	Demande formulée auprès du DFM (ordonnateur)	ONGOING
						Archiver les dossiers à la RR dans l'attente de la reprise.	RR	Q1_2013		

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identif.	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
4) Contestation de prestataires pour la suspension du contrat de prestation en cours d'exécution (3 marchés concernés).	Novembre 2012	JUR	Faible	Moyen	B	Récupérer les dossiers de marchés (voir risque N°3).	RR	Q1_2013	Demande formulée auprès du DFM (ordonnateur)	ONGOING
						Calculer le montant dû sur les prestations effectivement réalisées et procéder au paiement le cas échéant.	RR	Q1_2013		
						Acter avec le prestataire d'un commun accord la suspension / résiliation de la prestation.	RR	Q1_2013		
RISQUES LIEES AUX CONDITIONS DE REPRISE PARTIELLE OU TOTALE DE L'INTERVENTION										
5) Inadéquation de la logique d'intervention avec les conditions de reprise et les priorités du partenaire		OPS	Moyenne	Elevé	C	Mission de backstopping HQ / EST pour préparer une éventuelle reprise.	HQ RR	Q1_2013	Mission backstopping HQ EST reportée. Nouvelle dates attendues	ONGOING
						Réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet	HQ RR	Dès accord de reprise		
						Reformuler la logique d'intervention (avenant au DTF) pour la recadrer au contexte et priorités du partenaire.	HQ EST	Dès accord de reprise		
6) Impossibilité d'exécuter des dépenses en cogestion (nouveau DFM, départ du RN).		OPS	Faible	Moyen	B	Faire signer les spécimens de signature par le DFM pour les comptes en cogestion.	RR	Q1_2013		
						Faire diligenter la nomination d'un responsable national par le MADT	MADT	Q1_2013		

Identification du risque			Analyse du risque			Traitement du risque			Suivi du risque	
Description du risque	Période d'identif.	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	État d'avancement	Statut
7) Délai important de retour de l'assistance technique prévue au projet.		OPS	Moyenne	Elevé	C	Evaluer les ressources humaines du pool de compétence Gouvernance / décentralisation.	HQ	Q1_2013		ONGOING
						Assurer le suivi de la disponibilité des AT potentiels.	HQ	continu		
						Engager le processus de recrutement dès notifications de la reprise.	HQ	continu		

2.2.3 Impact potentiel

Avec l'évolution défavorable du contexte d'intervention (perte de souveraineté d'une partie du territoire nationale, aggravation des conditions sécuritaires, crise politique suite au coup d'état du 22 mars 2012, suspension des appuis institutionnels financiers et techniques par les PTF du secteur DDI), la probabilité que l'outcome contribue aux objectifs sectoriels est très faible aujourd'hui.

Avec la suspension totale du projet, son impact escompté dans lors de la formulation (DTF) n'est plus du tout garanti.

Plusieurs hypothèses défavorables et risques identifiées lors de la formulation se sont concrétisés, notamment :

- Volonté politique présente pour un leadership réel / engagement explicite de l'Etat : la dernière feuille de route du Gouvernement de transition (juillet 2012) ne montre pas une volonté et un engagement déterminé en faveur de la réforme de décentralisation. Avec la crise, les priorités gouvernementales ont évolué vers l'organisation des élections, la reconquête de la souveraineté nationale et la gestion de la crise humanitaire au Nord Mali ;
- Stabilité dans le pays (nord mali et électoral) : Aujourd'hui le Mali connaît une situation générale d'instabilité politique, et sécuritaire sur une bonne partie de son territoire. La préparation des élections est un enjeu majeur pour le Gouvernement d'Union Nationale de la Transition (GUNT) mais est une source d'instabilité politique avérée. La perspective d'une intervention armée au Nord Mali avec le soutien de la communauté internationale est probable.
- Suffisamment de ressources pour le secteur : la réduction de 30% du budget national et le gel des appuis institutionnels des PTF (appuis techniques et appuis financiers) affectent négativement les ressources du secteur, y compris les ressources d'investissement destinées aux CT (gel des financements au FNACT gérés par l'ANICT) ou pour leur renforcement de capacités techniques (suspension des appuis au CFCT) ;
- Suffisamment de ressources humaines : le départ de l'assistance technique et du responsable national amène une situation de non fonctionnalité de la structure de gestion opérationnelle de l'intervention. La faiblesse des capacités des ressources humaines au sein des différentes structures du département ciblées est mise en avant depuis le démarrage du projet.
- Resistance au changement : Elle est forte dans certaines structures ciblées par le projet.

Considérant l'évolution globalement défavorable du contexte d'intervention, un recadrage de la logique d'intervention pour prendre en compte les évolutions et les nouvelles priorités éventuelles du partenaire sont à mettre en perspective. L'évaluation à mi-parcours du projet et une révision du DTF sont à prévoir dès la reprise du projet.

2.2.4 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.		
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel du projet ?		
<input type="checkbox"/>	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input type="checkbox"/>	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
<input checked="" type="checkbox"/>	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
<input type="checkbox"/>	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
<input type="checkbox"/>	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
<input type="checkbox"/>	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'un projet et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
<input type="checkbox"/>	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que le projet puisse espérer aboutir.
2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe (appréciation de l'ensemble de l'intervention)		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
<input type="checkbox"/>	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
<input type="checkbox"/>	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
<input checked="" type="checkbox"/>	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement gérés ?		
<input type="checkbox"/>	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
<input type="checkbox"/>	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
<input type="checkbox"/>	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
<input checked="" type="checkbox"/>	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N	
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?	
<input type="checkbox"/>	A La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
<input type="checkbox"/>	B L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
<input type="checkbox"/>	C L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
<input checked="" type="checkbox"/>	D Le projet n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés sur la base des résultats atteints dans l'optique de réaliser l'outcome (objectif spécifique) ?	
<input type="checkbox"/>	A Le projet réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
<input type="checkbox"/>	B Le projet réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
<input type="checkbox"/>	C Le projet n'est pas totalement parvenu à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir au projet la réalisation de son outcome.
<input checked="" type="checkbox"/>	D Le projet n'est pas parvenu à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

3. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).	
3.1 Durabilité financière/économique ?	
<input type="checkbox"/>	A La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
<input checked="" type="checkbox"/>	B La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
<input type="checkbox"/>	C Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
<input type="checkbox"/>	D La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation du projet par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?	
<input type="checkbox"/>	A La SMCL et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliquées à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
<input checked="" type="checkbox"/>	B La mise en œuvre se base en grande partie sur la SMCL et d'autres structures locales pertinentes, impliquées elles aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
<input type="checkbox"/>	C Le projet recourt principalement à des arrangements ponctuels et à la SMCL et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D Le projet dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.

4.3 Quel est le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre le projet et le niveau politique ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
<input checked="" type="checkbox"/>	B	Le projet a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gêné par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
<input type="checkbox"/>	C	La durabilité du projet est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec le projet. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité du projet.
4.4 Dans quelle mesure le projet contribue-t-il à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
<input type="checkbox"/>	A	Le projet est intégré aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
<input checked="" type="checkbox"/>	B	La gestion du projet est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
<input type="checkbox"/>	C	Le projet repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
<input type="checkbox"/>	D	Le projet repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

Critères	Note
Pertinence	C
Efficacité	D
Durabilité	B
Efficience	D

2.3 Output 1

2.3.1 Analyse des progrès réalisés

Les remarques préliminaires relatives aux indicateurs de suivi et d'évaluation mentionnées pour l'outcome sont d'application pour les indicateurs de l'output 1 (voir 2.2.1.).

OUTPUT 1 : LE MATCL A RENFORCE SA CAPACITE D'AMELIORER LA PERFORMANCE DES REPRESENTANTS DE L'ETAT DANS L'EXERCICE DE LA TUTELLE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès N-1 (2011)	Progrès N (2012)	Cible année N (2012)	Cible finale	Commentaires	
IR1.1 : Pourcentage de CT inspectées par l'Inspection de l'Intérieur	na	na	na	na	na	Données sur les missions d'inspection non collectées par Altus. Le PAI a financé la totalité des missions programmées par l'II dans la région de Koulikoro mais sans emprise sur la qualité du processus ni sur la diffusion des principaux constats des missions et des leçons apprises.	
IR1.2 : Etat d'avancement du plan de déconcentration du MATCL	1 = préparation	1	na	na	6 = plan exécuté	Les TdR sont en cours de validation après correction sur base du guide CDI et des évolutions récentes des textes et du découpage territorial. Travail régulier avec CADD depuis nov. 2011	
IR1.3 : Taux de retour sur les délibérations obligatoirement soumises à la tutelle par les AR.	Collecte spécifique	idem	na	na	na	La DNCT, chargée de préparer les actes de tutelle des AR pour le compte du MATCL & CT ne dispose pas à l'heure actuelle d'un système d'enregistrement des réactions données aux délibérations des AR reçues. Les méthodes de renseignement de l'indicateur seront à proposer par le comité S&E	
État d'avancement des principales activités / sous activités.				État d'avancement :		Commentaires	
				A	B		C
A01.01 - RENFORCER LES DISPOSITIFS TECHNIQUES DES RE POUR L'APPUI / CONSEIL AUX CT							
1.1 - Appuyer la mise à disposition des CT des services déconcentrés de l'Etat							
1.1.1 Expérimentation mise à disposition SDE aux CT (Koulikoro / Sikasso).						Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.	
1.1.2 Atelier de capitalisation expérimentation Koulikoro						Suspension du projet > 6 mois Action 1.1.1 non engagée.	
1.2 - Renforcer les capacités RH : Information & formation							
1.2.1 Validation du plan de formation du MATCL (2011-2014)						Suspension du projet > 6 mois Plan de formation disponible, TdR atelier validation à valider.	
1.2.2 Formation sur les principes de gestion des RH						Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.	
1.2.3 Voyages d'étude « gestion des fonctionnaires Etat et CT						Suspension du projet > 6 mois Projet de TdR disponible, à valider.	
1.2.4 Formation perfectionnement informatique						Suspension du projet > 6 mois Projet de TdR disponible, à valider.	
1.2.5 Formation des archivistes /bibliothécaires (DRH)						Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.	
1.2.6 Formation planification opérationnelle / contrôle des projets						Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.	
1.2.7 Formation en développement local et décentralisation						Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.	
1.2.8 Formation sur la gestion des politiques publiques						Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.	
1.3 - Elaborer un plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences							
1.3.1 Elaboration cadres organiques services centraux et RE						Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.	
1.3.2 Elaboration fiches de postes services centraux MATCL						Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.	
1.3.3 Inventaire des agents du MATCL						Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.	
A01.02 RENFORCER LES CAPACITES DE LA DGAT ET DE LA CADD (FONCTIONNEMENT INTERNE / EVOLUTION INSTITUTIONNELLE / DECONCENTRATION)							
2.1 - Développer & mettre en application les outils de gestion							
2.1.1 Elaboration d'un manuel de procédures de gestion de la DGAT						Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.	

2.1.2	Elaboration de fiches de poste DGAT					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
2.1.3	Elaboration & diffusion plan d'action triennale DGAT					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
2.1.4	Appui à la gestion des archives de la DGAT					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
2.1.5	Audit organisationnel CADD					Suspension du projet > 6 mois Rapport provisoire à valider.
2.1.6	Elaboration / diffusion plan d'action triennal CADD					Suspension du projet > 6 mois Action liée à validation audit (2.1.5)
2.2 - Elaborer et mettre en œuvre le plan de renforcement global de la tutelle (PRGT 2012/2014)						
2.2.1	Atelier d'information et d'échange sur le PRGT 2012/2014					
2.2.2	Elaboration des textes / services des CA					Suspension du projet > 6 mois. Projet de textes disponible à valider.
2.2.3	Elab. cadres organiques / fiche de poste CA					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
2.2.4	Elaboration/diffusion guides des Représentants de l'Etat					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
2.2.5	Formation de formateurs sur l'utilisation des guides des RE					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
2.2.6	Conception grille d'évaluation des RE					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
2.2.7	Missions de supervision des performances des RE					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
2.2.8	Formation RE / aménagement du territoire et urbanisme.					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
2.3 - Elaborer et mettre en œuvre le plan opérationnel de déconcentration du MATCL						
2.3.1	Conception / diffusion du plan de déconcentration du MATCL					Suspension du projet > 6 mois Projet de TdR disponible, à valider.
2.3.2	Acquisition d'un véhicule 4x4 CADD					Suspension du projet > 6 mois Non engagée.
2.3.3	Equipeur information & bureautique					
A01.03 RENFORCER L'INSPECTION DE L'INTERIEUR POUR LE CONTROLE DES RE & DES CT						
3.1 - Renforcer la gestion interne de l'Inspection de l'Intérieur						
3.1.1	Elaboration plan de financement durable missions					
3.1.2	Audit organisationnel de l'Inspection					
3.1.3	Elaboration plan d'action triennal de l'Inspection de l'Intérieur					Activités suspendues dans l'attente de l'adoption réforme nationale des services de contrôle.
3.1.4	Finalisation du manuel de procédures de gestion de l'II					
3.1.5	Elaboration de fiches de poste de l'II					
3.1.6	Formation en informatique des agents de l'II					
3.1.7	Appui à l'inspection des RE et des CT					Appuis aux missions suspendus en attendant la clarification de leur mode d'organisation et de gestion (constats missions 2011)
3.2 - Développer les systèmes d'évaluation des performances des RE et des CT						
3.2.1	Equipeur informatique & bureautique					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
3.2.2	Elaboration des outils du contrôle des CT et CA					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
3.2.3	Formation aux outils de contrôle et système de rapportage.					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
3.2.4	Elaboration outils du contrôle des services centraux					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
3.2.5	Finalisation manuel des procédures de contrôle de l'Inspection Intérieur					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
3.2.6	Formation sur l'utilisation du manuel des procédures de contrôle.					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
3.2.7	Diffusion des résultats missions d'inspection					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
A01.04 ASSISTANCE TECHNIQUE RESULTAT 1						
4.1 - ATI CTB						
4.2 - Autres appuis technique						
4.2.1	Appui matériel DGAT					Suspension du projet > 6 mois
4.2.2	Appui matériel CADD					Suspension du projet > 6 mois
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :						
Lien entre les activités et l'output :	- L'ensemble des activités (et des sous-activités) contribuent à l'atteinte de l'output.					
Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output :	<ul style="list-style-type: none"> - Les progrès constatés en 2011 n'ont pu être consolidés en 2012 compte tenu de la suspension du projet à partir du mois d'avril 2012. La période d'exécution a été limitée au premier trimestre 2012, avant la tenue de la SMCL de validation de la planification opérationnelle 2012. - Les seules activités réalisées sont celles dont la préparation a été initiée fin 2011. - L'audit organisationnel de la CADD a abouti à la production du rapport provisoire qui n'a pas pu être validé. Le marché a été suspendu en attendant une éventuelle reprise des activités du projet. - L'atelier d'information et d'échanges le plan d'action pour le renforcement de la tutelle des 					

	<p>collectivités est une avancée majeure qui offre un cadre programmatique pour l'exécution des activités d'appui.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Certaines activités non engagées compte tenu de la suspension du projet ont donné lieu à un travail préparatoire de l'UCAT ou du service ciblé. Les produits restent à consolider en cas de reprise, notamment en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none"> o Plan de formation du MATCL par la DRH à valider o TdR pour un voyage d'étude sur la gestion des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités territoriales ; o TdR pour la formation de perfectionnement en informatique ; o Projets de textes à valider pour la création, l'organisation et le fonctionnement des circonscriptions administratives (Régions, Cercles, Arrondissements ; o TdR pour l'étude relative à l'élaboration du plan de déconcentration du MATCL ; - Les activités en direction de l'Inspection de l'Intérieur ont été suspendues dans l'attente de l'adoption de la stratégie nationale de réforme des services de contrôle (évolution de l'inspection de l'intérieur en service d'audit). L'appui aux missions d'inspection de l'Intérieur qui a été suspendu du fait de l'organisation et du rapportage (technique et financier) insatisfaisant de ces missions.
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités du projet ont été suspendues en avril 2012 et n'ont pas repris à ce jour. - Le projet ne dispose pas d'une situation de référence consolidée et validée. Le système de M&E n'est pas fonctionnel pour le pilotage de l'intervention. Le M&E à partir du cadre logique n'apparaît pas être la seule et unique méthode adaptée pour le pilotage d'une intervention d'appui institutionnel. En complément, la mise en pratique (recherche –action) d'une méthode de planification, (de suivi et d'évaluation) s'attachant aux modifications des comportements, des relations, des actes ou des activités des personnes, groupes et organisations avec lesquels le projet collabore aurait pu apporter une plus-value (outcome mapping) - Compte tenu des circonstances ayant occasionné le départ de l'assistante technique (et la suspension du projet), un état des lieux des activités et des produits du R1 s'avère nécessaire avec les structures partenaires en cas de reprise (reformulation de la logique d'intervention).
<i>Résultats inattendus :</i>	

2.3.2 Exécution budgétaire

La situation financière ci-après est établie au 31 décembre 2012.

Rubrique	BUGDET	Dépenses 2010/2011	Dépenses 2012	Total dépenses	Taux exécution (dépenses)
A01.01	120.000,00	4.092,69	10,13	4.102,82	3 %
A01.02	403.200,00	197,80	23.429,65	23.627,45	6 %
A01.03	227.860,00	11.393,94	19.864,26	31.258,20	14 %
A01.04	57.500,00	35.685,94	7.187,07	42.873,01	75 %
Résultat 1	808.560,00	51.370,37	50.491,12	101.861,48	13 %

2.3.3 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	C	La suspension du projet interdit le rattrapage du retard constaté en 2011 dans l'appui aux acteurs principaux du résultat 1 (CADD, DNI, Inspection).
Efficience	C	Suspension, impossibilité pour le projet d'être performant.
Durabilité	B	Activités du résultat 1 orientées vers l'appropriation par les services centraux du MATD bénéficiaires par le biais d'un appui conseil ciblé, dans une perspective de « faire avec » avec quelques « agents de changements » identifiés au sein des directions.

2.4 Output 2

2.4.1 Analyse des progrès réalisés

Les remarques préliminaires relatives aux indicateurs de suivi et d'évaluation mentionnées pour l'outcome sont d'application pour les indicateurs de l'output 2 (voir 2.2.1.).

OUTPUT 2 : LES CAPACITES TECHNIQUES DU MATCL SONT DURABLEMENT RENFORCEES POUR ASSURER SES MISSIONS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PNACT III, EN PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LA CONCERTATION AVEC LES DEPARTEMENTS SECTORIELS ET LE RENFORCEMENT DE LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès N-1 (2011)	Progrès N (2012)	Cible année N (2012)	Cible finale	Commentaires	
IR2.1 : Nombre de rencontres de concertation avec les départements sectoriels	5	4	na	+8	24	3 réunions du comité technique en 2011 et une seule du comité de pilotage interministériel. Implication de l'AT à la préparation réunion dernier trimestre.	
IR2.2 : Qualité des réunions de concertation inter sectorielle / mise Instruction 08-0003/PM-RM du 21 novembre 2008	B (comité technique) D (comité pilotage)	B (comité technique) D (comité pilotage)	na	na	A ou B	Nouveau projet d'Instruction avec Présidence du comité pilotage confiée au premier ministre pour améliorer la qualité des réunions (membres statutaires absents).	
IR2.3 : Etat d'avancement des plans de transfert de compétences et de ressources de l'Etat aux CT élaborés par les 7 départements sectoriels.	Edu : 5 Santé : 4 Hyd. : 4 Env. : 3 Foncier : 1. Agri. : 1. Elev. : 0	na	Env. : 4 Elev. : 1	Env. : 4	Edu : 6 Santé : 5 Hyd. : 5 Env. : 5 Foncier : 4 Agri. : 4. Elev. : 4	0. Pas encore commencé. 1. Plan en préparation 2. Document élaboré 3. Document approuvé 4. Début de mise en œuvre 5. Exécution partielle 6. Plan totalement exécuté	
État d'avancement des principales activités / sous activités.			État d'avancement :				Commentaires
			A	B	C	D	
A02.01 - APPUYER LA DNCT DANS SON EVOLUTION INSTITUTIONNELLE ET SA GESTION INTERNE							
1.1 - Développer les outils de planification et de gestion							
1.1.1 Elaboration du plan d'action triennale de la DNCT (2012-2014)						Partage avec PTF suspendu pour finalisation et édition/diffusion.	
1.1.2 Configuration / formation gestion de la base de données FPCT						Prestation réalisée mais non consolidée (base de données non fonctionnelle)	
1.1.3 Enregist. et archivage dossiers des fonctionnaires des CT						Processus interrompu par manque d'appui et de moyens.	
1.1.4 Equipement bureautique DELP (gestion FPCT)						Partiellement réalisé, problème de durabilité constaté (non fonctionnalité des équipements pour cause de consommable introuvable sur le marché local / panne du serveur pour la base de données de la FPT)	
1.1.5 Formations régionales intégration indicateurs PARADDER dans la base OISE / mobilisation de la DAT-FNACT.						Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.	
1.1.6 Mission de vérification des indicateurs PARADDER						Suspension du projet > 6 mois TdR et budget validés par UCAT mais activité non engagée	
1.2 - Mettre en œuvre le plan de formation de la DNCT							
1.2.1 Bourse de formation "droit public" agents DGCT/DELP						Formation achevée et validée.	
1.2.2 Voyage étude France sur la gestion des Fonctionnaires des CTs.						Suspension du projet > 6 mois Projet de TdR à valider.	
1.2.3 Voyage étude Ghana pour le suivi des marchés publics des CTs.						Suspension du projet > 6 mois Projet de TdR à valider.	

1.3 - Mettre en œuvre le plan de communication de la DNCT					
1.3.1 Rédaction bulletin d'information de la DNCT					Suspension du projet > 6 mois Prestation contractualisée mais non engagée.
1.3.2 Edition/diffusion bulletin d'information de la DNCT					Suspension du projet > 6 mois + financement insuffisant. Projet de TdR disponible.
1.3.3 Formation / redynamisation/ animation site internet DNCT					Suspension du projet > 6 mois Projet de TdR disponible.
A02.02 - APPUYER LA CONCERTATION/COLLABORATION INTERSECTORIELLE EN MATIERE DE DECENTRALISATION					
2.1 - Appuyer le transfert des compétences et de ressources de l'Etat vers les CT					
2.1.1 Validation projet décret / transfert compétences dans le domaine de l'assainissement.					Projet de décret disponible à valider et adopter.
2.1.2 Définition de la vision (stratégie) pour le transfert de compétences pour la gestion des ressources forestières et fauniques et dans le domaine de l'assainissement.					Suspension du projet > 6 mois Document de présentation de la vision disponible, à valider.
2.1.3 Formation pour l'élaboration du plan de transfert des compétences dans le secteur de l'élevage et de la pêche.					Plan de transfert disponible auprès CADD MEP Projet de décret de transfert disponible, à valider.
2.1.4 Missions d'appui et de suivi de la mise en œuvre du transfert des infrastructures dans la région de Koulikoro.					Suspension du projet > 6 mois Guide sur la dévolution des biens de l'Etat aux CTs attendu. (Voir A02 – 2.1.7)
2.1.5 Evaluation des CADDs					Suspension du projet > 6 mois Projet TdR et budget disponibles.
2.1.6 Elaboration de l'arrêté sur l'assistance/conseil aux CT					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
2.1.7 Elaboration du guide de dévolution des biens de l'Etat aux CTs					Suspension du projet > 6 mois Projet de guide disponible, à valider.
A02.03 - APPUYER L'AMELIORATION DES SERVICES PUBLICS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES					
3.1 - Elaborer et diffuser des outils pour la gestion des services publics des CT.					
3.1.1 Conception guide de gestion MP inférieurs au seuil.					Suspension du projet > 6 mois Projet de TdR à valider.
3.1.2 Elaboration instruction et guide de maintenance des infrastructures.					Suspension du projet > 6 mois Signature instruction / maintenance des infrastructures attendue. Projet de guide disponible, à valider.
3.1.3 Elaboration guide de gestion et de délégation de gestion des infrastructures et des équipements des CTs					Suspension du projet > 6 mois Projet de guide disponible, à valider.
3.1.4 Elaboration projet de décret sur la mise en cohérence des plans de développement des CTs.					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée.
3.1.5 Elaboration arrêté relatif à la mise à disposition des STDE aux CTs (+ modèle de convention de mise à disposition).					Arrêté signé. (A éditer et diffuser)
3.1.6 Actualisation du guide de recouvrement des impôts, taxes et redevances des CTs.					Suspension du projet > 6 mois Projet TdR disponible, à valider.
3.1.7 Actualisation de l'instruction interministérielle relative à la gestion budgétaire et comptable des CTs.					Suspension du projet > 6 mois Action non documentée. Adoption décret sur nouvelle nomenclature budgétaire et plan comptable des CTs attendues (MEF).
3.2 - Relancer le dialogue social avec les fonctionnaires des CT à travers les commissions paritaires					
3.2.1 Recensement et contrôle physique des fonctionnaires des CTs					Suspension du projet > 6 mois Projet TdR et budget disponibles.
3.2.2 Formation / appui à l'organisation des commissions administratives paritaires.					Suspension du projet > 6 mois Projet TdR et budget disponibles
A02.04 – ASSISTANCE TECHNIQUE AU RESULTAT 2					
4.1 - ATI CTB					Départ Assistante technique Suspension du projet > 6 mois
4.2 - Autres appuis technique					
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :					
<i>Lien entre les activités et l'output :</i>	- L'ensemble des activités (et des sous-activités) contribuent à l'atteinte de l'output.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les progrès constatés en 2011 n'ont pu être consolidé en 2012 compte tenu de la suspension du projet à partir du mois d'avril 2012. La période d'exécution a été limitée au premier trimestre 2012, avant la tenue de la SMCL de validation de la planification opérationnelle 2012. - Les activités réalisées sont celles dont la préparation a été initiée fin 2011 et concernent surtout les appuis à la gestion interne de la DNCT, la préparation de différents textes réglementaires (notamment en matière de transfert de compétences), ainsi que la préparation d'outils juridiques et techniques 				

	<p>destinés aux CTs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Certaines activités non engagées compte tenu de la suspension du projet ont donné lieu à un travail préparatoire de la DNCT avec l'appui de l'assistante technique du résultat 2. Les produits restent à consolider en cas de reprise.
<p><i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence :</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités du projet ont été suspendues en avril 2012 et n'ont pas repris à ce jour. - Le projet ne dispose pas d'une situation de référence consolidée et validée. Le système de M&E n'est pas fonctionnel pour le pilotage de l'intervention. Le M&E à partir du cadre logique n'apparaît pas être la seule et unique méthode adaptée pour le pilotage d'une intervention d'appui institutionnel. En complément, la mise en pratique (recherche –action) d'une méthode de planification, (de suivi et d'évaluation) s'attachant aux modifications des comportements, des relations, des actes ou des activités des personnes, groupes et organisations avec lesquels le projet collabore aurait pu apporté une plus-value (outcome mapping) - Compte tenu des circonstances ayant occasionné le départ de l'assistante technique (et la suspension du projet), un état des lieux des activités et des produits du R2 s'avère nécessaire avec les structures partenaires en cas de reprise (reformulation de la logique d'intervention).
<p><i>Résultats inattendus :</i></p>	

2.4.2 Exécution budgétaire

La situation financière ci-après est établie au 31 décembre 2012.

Rubrique	BUGDET	Dépenses 2010/2011	Dépenses 2012	Total dépenses	Taux exécution (dépenses)
A02.01	77.000,00	11.026,05	24.989,14	36.015,19	47 %
A02.02	15.000,00	2.030,62	20.155,16	22.185,78	148 %
A02.03	49.000,00	0,00	0,00	0,00	0 %
A02.04	631.380,00	128.912,71	133.777,58	262.690,28	42 %
Résultat 2	772.380,00	141.969,38	178.921,88	320.891,25	42 %

2.4.3 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	C	La suspension du projet interdit le rattrapage du retard accusé dans la mise en œuvre des activités du résultat 2.
Efficienc	C	Suspension, impossibilité pour le projet d'être performant.
Durabilité	B	Les activités du résultat 2 s'inscrivent en appui à la mise en œuvre du plan d'action de la DNCT (priorisation par la structure) dans une logique d'appui directe aux agents des divisions dans le cadre de leurs fonctions.

2.5 Output 3

2.5.1 Analyse des progrès réalisés

Les remarques préliminaires relatives aux indicateurs de suivi et d'évaluation mentionnées pour l'outcome sont d'application pour les indicateurs de l'output 3 (voir 2.2.1.).

OUTPUT 3 : LE MATCL DISPOSE DES INSTRUMENTS EFFICACES ET DURABLES DE COORDINATION ET DE SUIVI/EVALUATION POUR AMELIORER SON LEADERSHIP SECTORIEL.							
Indicateurs	Valeur de la Baseline	Progrès N-1 (2011)	Progrès N (2012)	Cible année N (2012)	Cible finale	Commentaires	
IR3.1 : % de CT dont les données sont à jour dans la base OISE (PNACT 14)	0	na	na	na	75%	La base OISE ne fonctionne pas correctement et régulièrement sur tout le territoire. Un plan de redynamisation a été élaboré. Les premiers appuis apportés par le PAI ne sont pas suffisants à eux seuls. Les appuis prévus en 2012 par l'UE n'ont pas pu être mis en place.	
IR3.2 : % des réunions CNO et panel effectivement tenues dans l'année (PNACT 15)	25%	na	na	na	75%	Les réunions du CNO et du panel n'ont pas pu se tenir en 2012 compte tenu de la crise politique et de la suspension des appuis des PTF.	
IR3.3 : Qualité de la revue annuelle du secteur de la décentralisation (PNACT 16)	Niveau 3 (participation passable, rapport correct avec recommandation)	na	na	na	4	L'indicateur présente au démarrage du projet un niveau déjà important. La marge de progrès réside principalement au niveau de la participation des acteurs. Un engagement plus fort de la CPS et du Cabinet MATCL est attendu pour l'organisation et l'animation de cette revue.	
État d'avancement des principales activités / sous activités.				État d'avancement :		Commentaires	
				A	B		C
A03.01 - RENFORCER LA CPS POUR SA GESTION INTERNE / RELATIONS COLLABORATION MATCL							
1.1 - Renforcer les capacités organisationnelles							
1.1.1 Audit organisationnel CPS						Contrat de prestation suspendue. Rapport d'étape N°1 produit mais non validé. Suspension du projet > 6 mois.	
1.1.2 Priorisation & mise en œuvre recommandations audit						Suspension du projet > 6 mois	
1.1.3 Elaboration Plan d'action triennal 2013-2016 budgété.						Suspension du projet > 6 mois	
1.1.4 Appui matériel informatique & bureautique à la CPS							
1.2 - Renforcer les capacités techniques							
1.2.1 Formation administration réseau						Suspension du projet > 6 mois	
1.2.2 Formation logiciel Oracle						Suspension du projet > 6 mois	
1.2.3 Formation informatique						Suspension du projet > 6 mois	
1.2.4 Mise en œuvre plan de RC de la CPS						Suspension du projet > 6 mois	
1.3 - Appui aux missions de collecte de données							
1.3.1 Missions spécifiques CPS						Suspension du projet > 6 mois	
1.3.2 Missions interservices MATCL						Suspension du projet > 6 mois	
1.3.3 Missions conjointes PAI / MATCL						Suspension du projet > 6 mois	
1.4 - Appui au renforcement des relations fonctionnelles avec les autres structures.							
A03.02 - RENFORCER LE SYSTEME D'INFORMATION SECTORIELLE							
2.1 - Mettre en place un système de gestion de l'information sectorielle cohérent et fonctionnel							
2.1.1 Etude/ recherche indicateurs sectoriels						Suspension du projet > 6 mois	
2.1.2 Etude/ atelier intégration dimension genre						Suspension du projet > 6 mois	
2.2 - Mettre en place un réseau documentaire sectoriel							
2.2.1 Elaboration stratégie communication CPS						Suspension du projet > 6 mois	
2.2.2 Appui centre de documentation et de communication						Suspension du projet > 6 mois	
2.2.3 Formation gestion & maintenance site web						Suspension du projet > 6 mois	

2.3 - Suivre et évaluer des plans, programmes et projets sectoriels et de leur cohérence intra-sectorielle et spatiale					
2.3.1 Production / diffusion 12ème revue projets et programmes					Suspension du projet > 6 mois
2.3.2 Elaboration/ diffusion répertoire projets / programmes					Suspension du projet > 6 mois
2.4 - Coordonner la production d'informations statistiques					
2.4.1 Production et diffusion de l'annuaire statistique 2010					Suspension du projet > 6 mois
2.4.2 Inventaire besoins en statistiques / tableaux bord indicateurs					Suspension du projet > 6 mois
2.4.3 Formation en analyse des données statistiques					Suspension du projet > 6 mois
2.5 - Améliorer le système d'information					
2.5.1 Etat des lieux logiciels BD et SI gestion d'information secteur					Suspension du projet > 6 mois
2.5.2 Conception base de données projets/programmes du secteur					Suspension du projet > 6 mois
2.5.3 Formation des cadres à l'utilisation de la base de données					Suspension du projet > 6 mois
A03.03 - RENFORCER LE SYSTEME D'INFORMATION SECTORIELLE					
3.1 - Organiser et animer les cadres concertation avec partenaires sectoriels (ATFPSI)					
3.1.1 Redynamisation / organisation des cadres de concertation avec les partenaires sectoriels (2 réunions par an)					Suspension du projet > 6 mois
3.1.2 Mise en œuvre des activités issues des décisions du comité					Suspension du projet > 6 mois
3.2 - Appuyer la coordination du secteur Développement Institutionnel et Décentralisation					
3.2.1 Appui aux mécanismes de coordination sectorielle au niveau interministériel et intergouvernemental (CNO, CROCSAD etc.)					Suspension du projet > 6 mois
3.2.2 Appui aux mécanismes de coordination sectorielle gouvernement/ PTF (panel, revues DDI)					Suspension du projet > 6 mois
3.2.3 Appui à la validation du projet d'arrêté portant cadre de concertation du MATCL (en lien avec CDI/CADD)					Suspension du projet > 6 mois
3.2.4 Appui à la participation des acteurs locaux aux cadres concertation/coordination clé					Suspension du projet > 6 mois
3.3 - Appuyer la coordination du secteur Développement Institutionnel et Décentralisation					
3.3.1 Validation étude sur l'impact de la coopération décentralisée dans le développement des CT					Suspension du projet > 6 mois
A03.04 – ASSISTANCE TECHNIQUE AU RESULTAT 3					
4.1 - ATI CTB					Libération assistante technique Suspension du projet > 6 mois
Analyse des progrès réalisés par rapport à l'output :					
<i>Lien entre les activités et l'output :</i>	- L'ensemble des activités (et des sous-activités) contribuent à l'atteinte de l'output.				
<i>Progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'output</i>	- Aucun progrès dans le cadre du résultat 3. L'absence d'assistance technique en 2011 explique en partie cette situation. Un premier appui en équipement informatique et de bureautique a été apporté à la CPS et l'audit a été engagé. Toutefois, il n'est pas achevé.				
<i>Difficultés qui se sont présentées, facteurs d'influence :</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités du projet ont été suspendues en avril 2012 et n'ont pas repris à ce jour. - L'assistante technique devait prendre fonction en avril 2012. - Le projet ne dispose pas d'une situation de référence consolidée et validée. Le système de M&E n'est pas fonctionnel pour le pilotage de l'intervention. Le M&E à partir du cadre logique n'apparaît pas être la seule et unique méthode adaptée pour le pilotage d'une intervention d'appui institutionnel. En complément, la mise en pratique (recherche –action) d'une méthode de planification, (de suivi et d'évaluation) s'attachant aux modifications des comportements, des relations, des actes ou des activités des personnes, groupes et organisations avec lesquels le projet collaborent aurait pu apporté une plus-value (outcome mapping) - Compte tenu des circonstances ayant occasionné le départ de l'assistante technique (et la suspension du projet), un état des lieux des activités et des produits du R3 s'avère nécessaire avec les structures partenaires en cas de reprise (reformulation de la logique d'intervention). 				
<i>Résultats inattendus :</i>	- Une mission de cadrage de l'AT en février 2012 pour préparer sa prise de fonction a donné lieu à la production d'un rapport contenant des recommandations intéressantes qui interpellent tant sur le contenu des appuis à la CPS, et dans ce cadre le positionnement et les fonctions de l'assistance technique. L'achèvement de l'audit organisationnel de la CPS serait utile en préalable de l'évaluation à mi-parcours du PAI MATD suggéré au moment de la reprise.				

2.5.2 Exécution budgétaire

La situation financière ci-après est établie au 31 décembre 2012.

Rubrique	BUGDET	Dépenses 2010/2011	Dépenses 2012	Total dépenses	Taux exécution
A03.01	161.400,00	30,49	3.584,29	3.614,78	2 %
A03.02	172.000,00	349,87	5.648,41	5.998,28	3 %
A03.03	55.000,00	0,00	83,85	83,85	0 %
A03.04	557.240,00	39.740,54	30.679,35	70.419,89	13 %
Résultat 3	945.640,00	40.120,90	39.995,90	80.116,80	8 %

2.5.3 Critères de qualité

Critères	Score	Commentaires
Efficacité	D	L'absence d'assistance technique depuis le lancement du projet et la suspension du projet interdisent le rattrapage du retard accusé dans la mise en œuvre des activités du résultat 3.
Efficienc	C	Ratio Dépenses A03.04 / Dépenses activités R3 défavorable.
Durabilité	B	Les activités du résultat 3 s'inscrivent dans une logique d'appui directe à la CPS.

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

Pas d'activités réalisées sur ce thème transversal depuis de démarrage du projet. Les activités envisagées en 2012 n'ont pas pu être engagées.

3.2 Environnement

Dans le cadre du résultat 2, un appui a été apporté pour accompagner le dialogue sectoriel par le renforcement par la DNCT (division DAIL) de la CADD du ministère de l'Environnement qui dispose d'une section Transfert des compétences et des ressources. Les activités avec cette CADD, en synergie avec l'expert Environnement CTB en appui à la Mairie de Sikasso pour la gestion du CET de Sikasso, ont abouti à la rédaction d'un projet de décret précisant le détail des compétences transférées. Le processus d'appui a arrêté avec la suspension du projet.

4 Pilotage et apprentissage

4.1 Plan d'action

Plan d'action	Source	Acteur	Date limite
1. Mettre en œuvre le plan de gestion des risques pendant la période de suspension.	2.2.2	RR	Q1_2013
2. Acter la décision de reprise et sa portée (partielle ou totale) pour un redémarrage du projet	2.1.1	DGD / Ambassade Belgique	Dès que possible
3. Remettre en place et rendre fonctionnelle l'UCAT de l'intervention.	2.1.1 / 2.2.2	RR / MATD	Dès reprise
4. Elaborer le plan de reprise de l'intervention en fonction des conditions de reprise.	2.1.1	RR / MATD	Dès reprise UCAT
5. Réaliser l'évaluation à mi-parcours du projet	2.2.3	UCAT RR / MATD	Dès reprise UCAT
6. Reformuler la logique d'intervention en fonction des conditions de reprise.	2.2.3	CTB HQ - EST UCAT RR / MATD	Dès reprise UCAT
7. Recruter le personnel nécessaire pour la mise en œuvre de l'intervention.	2.2.2	RR / CTB HQ	Dès reprise
8. Etablir la planification opérationnelle des activités de l'intervention.	2.2 / 2.3 2.4 / 2.5	UCAT	Dès reprise UCAT
9. Actualiser / opérationnaliser le système de suivi/évaluation de l'intervention.	2.2 / 2.3 2.4 / 2.5	UCAT	Dès reprise UCAT

4.2 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
<p>- Difficulté de cerner/définir la stratégie à adopter envers les différentes structures identifiées pour l'appui/renforcement de capacités faute de diagnostic institutionnel et organisation du MATCL en préalable (ou au cours) de la formulation du projet afin de répartir les moyens d'interventions (humains, techniques, financiers) en réponse aux besoins identifiées.</p>	CTB HQ-EST
<p>- Difficultés de démarrage du projet liées au décalage dans les prises de fonction de l'assistance technique (étalement sur 14 mois) et au rattachement des AT à différentes structures du Ministère et non à des objectifs intermédiaires ou résultats du projet.</p>	CTB HQ-RH
<p>- Logique d'intervention formulée sur la base des acteurs et par thématiques principales alors qu'une approche systémique exige d'appréhender le ministère dans son ensemble et d'éviter d'opérer des clivages (ou plutôt des partages de responsabilité quelque peu « artificiels ») entre les acteurs, alors qu'en réalité les chevauchements de missions et attributions entre les acteurs existent encore, et empêchent un ciblage harmonieux des appuis aux acteurs en fonction des objectifs poursuivis sans provoquer de conflits d'intérêts à l'intérieur d'un département en mal de leadership et de coordination.</p>	CTB HQ-EST

5 Annexes

5.1 Cadre logique d'origine

5.2 Aperçu des MoRe Results

5.3 Rapport « Budget versus Actuels (y – m)

5.4 Ressources

5.5 Décisions prises par la SMCL et suivi

5.1 Cadre logique d'origine

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS	SOURCES VERIFICATION	HYPOTHESES ET RISQUES	OBSERVATIONS ¹
OBJECTIF GENERAL	1.1) Evolution des dotations financières et exécutions financières en faveur des CT	1.1) Rapport Comité Pilotage et rapport de la revue sectorielle, PARADDER (7.2)	<ul style="list-style-type: none"> - Continuation de la réforme - Volonté politique présente pour un leadership réel; engagement explicite de l'Etat - Stabilité dans le pays (Nord et électoral) - Suffisamment de ressources pour le secteur 	<i>L'indicateur 1.1 correspond à l'indicateur 7.2 du PARADDER</i>
AMELIORER LE PILOTAGE STRATEGIQUE DE LA POLITIQUE NATIONALE DECONCENTRATION / DECENTRALISATION AU NIVEAU REGIONAL ET CENTRAL	1.2) Revue sectorielle satisfaisante et bonne qualité du dialogue sectoriel et politique	1.2) Revue sectorielle/ rapport projet / rapport des PTF et acteurs sectoriels		<i>L'indicateur n'est ni dans le PARADDER ni dans le PNACT III. Cet indicateur doit faire l'objet des métras donnés par le consultant. Celui ci doit indiquer la méthode de renseignement de l'indicateur</i>
OBJECTIF SPECIFIQUE	2.1. Nombre de documents de planification de qualité, intégrant les approches sectorielles et axés sur les résultats	2.1. CPS/MATCL ; DAF/MATCL		
LES ACTIVITES DE PLANIFICATION, DE GESTION, DE COORDINATION, D'APPUI TECHNIQUE ET DE SUIVI-EVALUATION DU MATCL DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE NATIONALE DE DECONCENTRATION/DECENTRALISATION SONT OPERATIONNELLES, EFFICACES ET DURABLES	2.2. Planification budgétaire de qualité sur base des données sectorielles	2.2. CDMT, loi de finance, Projet : système de gestion d'information	<ul style="list-style-type: none"> - Stabilité dans les ressources humaines - Suffisamment de RH - Pas de résistance au changement - Accord sur les orientations politiques 	<i>Les indicateurs 2.1, 2.2 et 2.3 doivent faire l'objet d'étude approfondie de la par du consultant enfin de déterminer les métras donnés. Ils n'existent ni dans le PARADDER ni dans le PNACT III</i>
	2.3. Administration plus moderne au sein du MATCL	2.3. Base-line, Evaluation mi-parcours du projet, évaluation finale		<i>L'indicateur 2.3. est à détailler – tel quel, il est difficilement mesurable et donc peu pertinent</i>

¹ Ces observations ont été transmises – notamment – par la CPS et la DNCT, lors de l'élaboration des termes de référence de l'étude baseline. Elles viennent en complément du cadre logique présenté dans le DTF

Résultat 1	LE MATCL A RENFORCE SA CAPACITE D'AMELIORER LA PERFORMANCE DES REPRESENTANTS DE L'ETAT DANS L'EXERCICE DE LA TUTELLE (L'ASSISTANCE, CONSEIL ET CONTROLE DE LEGALITE) DES CT	<ul style="list-style-type: none"> - R.1.1 % de CT inspectées - R.1.2 Evolution dans la déconcentration du MATCL - R.1.3 % de CT consultées se déclarant satisfaites de la disponibilité et de la qualité des appuis des services techniques déconcentrés 	<p>PNACT III (11)</p> <p>Rapport MATCL</p> <p>PNACT III (13), PARADDER (6.1 en 6.2.)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Cadres remplis - Pas de résistance au changement - Accord sur les orientations politiques - Pas de résistance au changement 	<p><i>Les indicateurs R 1.1 et R 1.3 font partis des indicateurs du PNACT III. Toutefois les métras donnés n'ont pas été définies. Par conséquent le consultant doit approcher la structure de pilotage du PNACT III enfin de déterminer les méthodes de calcul de ces indicateurs</i></p> <p><i>R.1.2. L'indicateur est à détailler – tel quel, il est difficilement mesurable et donc peu pertinent</i></p>
Résultat 2	LES CAPACITES TECHNIQUES DU MATCL SONT DURABLEMENT RENFORCEES POUR ASSURER SES MISSIONS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PNACT III EN PARTICULIER POUR LA CONCERTATION AVEC LES DEPARTEMENTS SECTORIELS ET LE RENFORCEMENT DE LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS DES CT	<ul style="list-style-type: none"> - R 2.1 Quantité et qualité de l'appui fournis (par MATCL) à la mise en œuvre de l'instruction N°08-0003/PM-RM du novembre 2008 (relatif au transfert de ressources) - R.2.2 Nombre de rencontres de concertation avec les départements sectoriels 	<p>Rapport Commission interministérielle ; rapport d'activités de la DNCT ; rapport d'activités / annuel projet</p> <p>PV de rencontres</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Cadres remplis - Pas de résistance au changement - Accord sur les orientations politiques - Pas de résistance au changement 	<p><i>Les indicateurs R 2.1 et R.2.2 n'existent ni dans le PARADDER ni dans le PNACT III.ils doivent faire l'Object d'étude approfondie de la part du consultant enfin d'avoir les métras donnés.</i></p> <p><i>Remarque : aucun des indicateurs indiqués ne permet d'apprécier le renforcement de la qualité des services publics des CT (à élaborer)</i></p>
Résultat 3	LE MATCL DISPOSE DES INSTRUMENTS EFFICACES ET DURABLES DE COORDINATION ET DE SUIVI/EVALUATION POUR AMELIORER SON LEADERSHIP SECTORIEL	<ul style="list-style-type: none"> - R.3.1 % d'outils informatisés pour le suivi et l'évaluation - R.3.2 %Suivi des réunions de concertation (revue sectorielle, CNO, Panel) - R.3.3 % Tenue de la revue sectorielle 	<p>Rapports des commissions techniques, CPS (rapports) ; rapports annuels</p> <p>Rapport des réunions de concertations ; rapport d'activité projet</p> <p>PNACT III ; rapport de la revue annuelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Cadres remplis - pas de résistance au changement - PTF et tous acteurs sectoriels contribuent à une amélioration du suivi sectoriel 	<p><i>Le consultant doit déterminer avec précision l'indicateur R.3.1 (le pourcentage par apport à quoi ?) ca n'existe ni dans le PARADDER ni dans le PNACT III.</i></p> <p><i>Les indicateurs R.3.2 et R.3.3 figurent parmi les indicateurs du PNACT III cependant la méthode de renseigner n'est pas définie .le consultant doit approcher la structure chargé de la mise en œuvre du PNACT III enfin de déterminer les métras donnés</i></p> <p><i>R.3.3.indicateur apportant peu d'intérêt tel qu'il est formulé (appelle à un simple constat de la tenue ou non de la revue sans appréciation qualitative, voire même informative ! A compléter</i></p>

5.2 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport de <i>Baseline</i> enregistré dans PIT ?	Non
Planning de l'EMP	Q2 2013 si conditions satisfaisantes (reprise du projet)
Planning de l'évaluation finale	Q2 2016
Missions de backstopping en 2012	- Du 19 au 26 février 2012 : mission de backstopping sectorielle (PAI MATCL / PADK2 / DER) conjointe CTB-EST Gouvernance / Agriculture (Anne FLAHAUT / Lawrence GESHQUIERE).

5.3 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of MLI0903211

Project Title : **Appui institutionnel au MATCL pour le pilotage stratégique de la décentralisation et déconcentration au Mali**
 Budget Version : **D1**
 Currency : **EUR**
 YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

Status	Fin Mode	Amount	Start in 2009	2010	2011	2012	2013	Total	Balance	% Exec
A RENDRE OPÉRATIONNEL, EFFICACE ET		2 626 590,00		07.730,83	135.710,02	260.408,00	0,00	602.980,64	2.323.710,18	20%
01 Résultat 1 : le MATCL a renforcé sa capacité		808 560,00		32 558,01	18 812,37	50 491,17	0,00	101 861,49	706 708,51	13%
01	Renforcer et accompagner	COGEST			4.082,69	10,13	0,00	4 102,82	115.397,18	3%
02	Appuyer la DNI et la CADU dans sa gestion	COGEST			197,80	23.429,05	0,00	23 627,46	379.572,04	6%
03	Renforcer les capacités de l'Inspection de	COGEST			11.303,04	10.881,26	0,00	31 269,20	106.301,80	14%
04	Appui Technique au Résultat 1	REGIE		32 558,01	3 127,03	7 187,07	0,00	42 873,01	14 828,99	75%
02 Résultat 2. Les capacités techniques du		772 380,00		32.604,61	109.364,77	178.921,88	0,00	320.891,25	451.488,75	42%
01	Appuyer la DNCI dans son évolution	COGEST			11.025,05	24.989,14	0,00	36 015,19	40.984,81	47%
02	Opérationnaliser la déconcentration et la	COGEST			2.030,62	20.155,16	0,00	22 105,70	-7.105,70	143%
03	Appuyer et renforcer les capacités des	COGEST					0,00	0,00	49.000,00	0%
04	Appui Technique au Résultat	REGIE		32.604,61	96.308,10	133.777,58	0,00	262.690,28	368.589,72	42%
03 Résultat 3. Le MATCL dispose des		940 640,00		32.558,01	7.562,89	39.996,90	0,00	80 116,80	860.523,20	8%
01	Renforcer la gestion interne de la CPS et	COGEST			30,49	3.504,29	0,00	3 614,70	157.705,22	2%
02	Renforcer la fonctionnalité d'un système de	COGEST			349,87	5.648,41	0,00	5 999,29	168.301,72	3%
03	Accompagner et améliorer la coordination	COGEST				83,85	0,00	83,85	54.916,15	0%
04	Appui Technique au Résultat	REGIE		32.558,01	7.182,53	30.679,35	0,00	70 419,89	486.320,11	13%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE (MAX 5% * TOTAL		37.762,00					0,00	0,00	37.762,00	0%
01 Réserve budgétaire		37.762,00					0,00	0,00	37.762,00	0%
01	Réserve budgétaire COGESTION	COGEST					0,00	0,00	37.762,00	0%
02	Réserve budgétaire REGIE	REGIE					0,00	0,00	0,00	??%
Λ MOYENS GÉNÉRAUX		930 658,00		22.477,23	214.825,59	204.380,33	0,00	441 083,17	493.974,83	47%
	REGIE	2 150 200,00		120.197,08	320.526,40	374.647,72	0,00	015.371 99	1.342.900,01	30%
	COGEST	1 341 720,00		30 039,21	99 141,51	99 141,51	0,00	129 180 72	1.212.539,28	10%
	TOTAL	3 500 000,00		120.197,80	350 595,01	473 789,23	0,00	944 552 71	2 506 447,28	27%



Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 Years) of MLI0903211 Printed on 31/01/2013

page: 1

Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of MLI0903211

Project Title : **Appui institutionnel au MATCL pour le pilotage stratégique de la décentralisation et déconcentration au Mali**

Budget Version : **D1**

Currency : **EUR**

YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2009	Expenses				Total	Balance	% Exec
					2010	2011	2012	2013			
01 Frais de personnel			624.398,00		271,40	165.431,20	158.651,52	0,00	324.354,13	300.043,87	52%
01 Assistance technique et gestion		REGIE	572.700,00		271,40	159.921,86	149.762,49	0,00	309.985,75	282.714,25	54%
02 chauffeur		REGIE	28.200,00			4.591,60	7.482,42	0,00	12.074,02	16.125,98	43%
03 Primes et indemnités fonctionnaires affectés		COGEST	23.498,00			917,74	1.376,61	0,00	2.294,36	21.203,64	10%
02 Investissements			74.500,00		21.654,00	22.473,66	30.204,24	0,00	74.331,90	160,10	100%
01 Véhicules		REGIE	38.000,00		21.654,00	15,24	463,39	0,00	22.152,64	15.347,36	58%
02 Equipement bureau		RFGIF	9.000,00			8.317,92	19.236,47	0,00	27.554,40	-18.554,40	305%
03 Equipement IT		REGIE	16.500,00			13.926,91	53,36	0,00	13.980,26	2.519,74	86%
04 Aménagements du bureau		REGIE	11.000,00			213,58	10.431,01	0,00	10.644,60	355,40	97%
03 Frais de fonctionnement			116.780,00		551,83	17.894,23	14.649,32	0,00	33.085,38	83.674,62	28%
01 Bureau		REGIE	0,00			25,60		0,00	25,60	-25,60	1%
02 Services et frais de maintenance		REGIE	6.000,00			468,02	167,69	0,00	635,71	5.364,29	11%
03 Frais de fonctionnement des véhicules		REGIE	50.400,00			7.086,68	5.556,17	0,00	12.642,85	37.757,15	25%
04 Communication		REGIE	33.600,00			1.843,68	3.429,63	0,00	5.273,31	28.326,69	16%
05 Fournitures de bureau		REGIE	11.760,00			6.786,39	866,07	0,00	7.652,46	4.107,54	66%
06 Missions		REGIE	12.500,00			221,40	3.241,00	0,00	3.462,47	9.037,53	20%
07 Autres frais de fonctionnement		REGIE	2.500,00		551,83	1.452,38	1.388,77	0,00	3.392,98	-392,98	133%
04 Audit et Suivi et Evaluation			120.000,00			9.036,33	875,25	0,00	9.911,59	110.088,41	8%
01 Frais de suivi et évaluation		REGIE	70.000,00			6.567,03	53,17	0,00	6.620,20	63.379,80	9%
02 Audit		REGIE	25.000,00					0,00	0,00	25.000,00	0%
03 Backstopping CTB		REGIE	25.000,00			2.469,31	822,08	0,00	3.291,39	21.708,61	13%
		REGIE	2.158.280,00		120.197,88	320.526,40	374.647,72	0,00	815.371,99	1.342.908,01	38%
		COGEST	1.341.720,00			30.039,21	99.141,51	0,00	129.180,72	1.212.539,28	10%
		TOTAL	3.500.000,00		120.197,88	350.565,61	473.789,23	0,00	944.552,71	2.555.447,29	27%



Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 Years) of MLI0903211 Printed on 21/02/2013

page: 2

Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 years) of MLI0903211

Project Title : **Appui institutionnel au MATCL pour le pilotage stratégique de la décentralisation et déconcentration au Meli**

Budget Version : **D1**

Currency : **EUR**

YTD : **Report includes all valid transactions, registered up to today**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to	Expenses					Total	Balance	% Exco
				2009	2010	2011	2012	2013				
99 Conversion rate adjustment			0,00			0,17			0,00	0,17	-0,17	??%
99 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00			0,17			0,00	0,17	-0,17	??%
99 Conversion rate adjustment		COGEST	0,00						0,00	0,00	0,00	??%

REGIE	2 158 280,00		120.197,88	320.526,40	374.647,72	0,00	815.371,99	1.342.908,01	38%
COGEST	1 341 720,00			30.039,21	89.141,51	0,00	129.180,72	1.212.538,28	10%
TOTAL	3 500 000,00		120.197,88	350.565,61	473.789,23	0,00	944 552,71	2.555 447,29	27%



Budget vs Actuals (Year to Date, Last 5 Years) of MLI0903211 Printed on 31/01/2013

page 3

5.4 Ressources

5.4.1 Les équipements informatiques, bureautiques et de communication :

INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	SERIAL N°	ACQUISITION COST		
					Currency	Amount	Value in EUR
PAI-MATCL/01/01-43-2011	17-janv-11	1	Ordinateur portable		XOF	672 224,73	1 024,80
PAI-MATCL/01/02-43-2011	17-janv-11	1	Ordinateur portable		XOF	672 224,73	1 024,80
PAI-MATCL/01/03-43-2011	17-janv-11	1	Ordinateur portable		XOF	672 224,73	1 024,80
PAI-MATCL/01/04-43-2011	17-janv-11	1	Ordinateur portable		XOF	672 224,73	1 024,80
PAI-MATCL/01/05-43-2011	17-janv-11	1	Ordinateur portable		XOF	672 224,73	1 024,80
PAI-MATCL/01/06-43-2011	17-janv-11	1	Copieur CANON CP IR 2525i		XOF	3 090 397,09	4 711,28
PAI-MATCL/01/07-43-2011	17-janv-11	1	Imprimante laser HP C2025N		XOF	391 002,85	596,08
PAI-MATCL/01/08-43-2011	17-janv-11	1	Imprimante HP laserjet P1566		XOF	130 902,78	199,56
PAI-MATCL/01/09-43-2011	17-janv-11	1	Imprimante HP laserjet P1566		XOF	130 902,78	199,56
PAI-MATCL/01/010-43-2011	17-janv-11	1	Imprimante HP laserjet P1566		XOF	130 902,78	199,56
PAI-MATCL/01/011-43-2011	17-janv-11	1	Imprimante HP laserjet P1566		XOF	130 902,78	199,56
PAI-MATCL/01/012-43-2011	17-janv-11	1	Video projecteur SONY VPL-EX		XOF	388 300,31	591,96
PAI-MATCL/01/013-43-2011	18-août-11	1	Fax Panasonic		XOF	275 000,00	419,23
PAI-MATCL/01/014-43-2011	22-août-11	1	Telephone portable		XOF	45 000,00	68,60
PAI-MATCL/01/015-43-2011	6-juil-11	1	Ordinateur de bureau		XOF	680 000,00	1 036,65
15	ITEMS		TOTAL IT EQUIPMENT (43)				12 240,79

5.4.2 Les autres équipements :

INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	SERIAL N°	ACQUISITION COST		
					Currency	Amount	Value in EUR
PAI-MATCL/01/05-44-2011	23-févr-11	1	Bureau Ministre		XOF	450 000,00	686,02
PAI -MATCL 02/05-44-2011	23-févr-11	1	Bureau Ministre		XOF	450 000,00	686,02
PAI -MATCL 03/05-44-2011	23-févr-11	1	Fauteuil Ministre B-17		XOF	200 000,00	304,90
PAI -MATCL 04/05-44-2011	23-févr-11	1	Fauteuil Ministre B-17		XOF	200 000,00	304,90
PAI -MATCL 05	23-févr-11	1	Fauteuil visiteur E-17		XOF	75 000,00	114,34
PAI -MATCL 06	23-févr-11	1	Fauteuil visiteur E-17		XOF	75 000,00	114,34
PAI -MATCL 07	23-févr-11	1	Fauteuil visiteur E-17		XOF	75 000,00	114,34
PAI -MATCL 08	23-févr-11	1	Fauteuil visiteur E-17		XOF	75 000,00	114,34
PAI -MATCL 09	23-févr-11	1	Fauteuil visiteur E-17		XOF	75 000,00	114,34
PAI -MATCL 11	23-févr-11	1	Fauteuil visiteur E-17		XOF	75 000,00	114,34
PAI -MATCL 12	23-févr-11	1	Fauteuil visiteur E-17		XOF	75 000,00	114,34
PAI -MATCL 13	23-févr-11	1	Bibliothèque vitrée		XOF	250 000,00	381,12
PAI -MATCL 14	23-févr-11	1	Bibliothèque vitrée		XOF	250 000,00	381,12
PAI -MATCL 15	23-févr-11	1	Table de réunion 8 places		XOF	300 000,00	457,35
PAI -MATCL 16	23-févr-11	1	Porte veste		XOF	20 000,00	30,49
PAI -MATCL 17	23-févr-11	1	Porte veste		XOF	20 000,00	30,49
PAI -MATCL 18	23-févr-11	1	Table pour téléphone		XOF	50 000,00	76,22
PAI -MATCL 19	23-févr-11	1	Table pour téléphone		XOF	50 000,00	76,22
PAI -MATCL 20	23-févr-11	1	Table de gueridon		XOF	60 000,00	91,47
PAI -MATCL 21	23-févr-11	1	Bureau		XOF	125 000,00	190,56
PAI -MATCL 22	23-févr-11	1	Bureau		XOF	125 000,00	190,56
PAI -MATCL 23	23-févr-11	1	Bureau		XOF	125 000,00	190,56
PAI -MATCL 24	23-févr-11	1	Table de gueridon		XOF	60 000,00	91,47
PAI -MATCL 25	23-févr-11	1	Chaises de bureaux		XOF	140 000,00	213,43

PAI -MATCL 26	23-févr-11	1	Chaises de bureaux		XOF	140 000,00	213,43
PAI -MATCL 27	23-févr-11	1	Chaises de bureaux		XOF	140 000,00	213,43
PAI -MATCL 28	23-févr-11	1	Chaise de bureaux simples 826		XOF	37 500,00	57,17
PAI -MATCL 29	23-févr-11	1	Chaise de bureaux simples 826		XOF	37 500,00	57,17
PAI -MATCL 30	23-févr-11	1	Chaise de bureaux simples 826		XOF	37 500,00	57,17
PAI -MATCL 31	23-févr-11	1	Chaise de bureaux simples 826		XOF	37 500,00	57,17
PAI -MATCL 32	23-févr-11	1	Armoire 2 battants		XOF	180 000,00	274,41
PAI -MATCL 33	12-janv-12	1	Etagère ouverte		XOF	125 000,00	190,56
PAI -MATCL 34	18-févr-11	1	Refrigerateur PF		XOF	175 000,00	266,79
PAI -MATCL 35	18-févr-11	1	TV		XOF	225 000,00	343,01
PAI -MATCL 36	18-févr-11	1	Coffre fort MF		XOF	400 000,00	609,80
PAI -MATCL 37	18-févr-11	1	Fontaine		XOF	160 000,00	243,92
PAI -MATCL 38	23-mars-11	1	Stabilisateur 1000 A		XOF	20 000,00	30,49
PAI -MATCL 39	23-mars-11	1	Stabilisateur 1000 A		XOF	20 000,00	30,49
PAI -MATCL 40	1-juin-11	1	Perforateur GF		XOF	20 000,00	30,49
PAI -MATCL 41	1-juin-11	1	Perforateur PF		XOF	7 500,00	11,43
PAI -MATCL 42	1-juin-11	1	Perforateur PF		XOF	7 500,00	11,43
PAI -MATCL 43	1-juin-11	1	Perforateur PF		XOF	7 500,00	11,43
PAI -MATCL 44	1-juin-11	1	Perforateur PF		XOF	7 500,00	11,43
PAI -MATCL 45	9-janv-12	1	Lampe de bureau		XOF	21 500,00	32,78
PAI -MATCL 46	21-nov-11	1	Onduleur 650 VA		XOF	67 500,00	102,90
PAI -MATCL 47	18-nov-11	1	Onduleur 1000 VA		XOF	224 700,00	342,55
PAI -MATCL 48	7-févr-12	1	Climatiseur split complet 2,5 CV		XOF	1 000 000,00	1 524,49
PAI -MATCL 49	7-févr-12	1	Brasseur d'air plafonnier		XOF	35 000,00	53,36
PAI -MATCL 50	23-mars-11	1	Stabilisateur 1000 A		XOF	35 000,00	53,36
49	ITEMS		TOTAL OTHER EQUIPMENT (44)				10 013,92

5.4.3 Les véhicules :

INVENTORY CODE	DATE OF PURCHASE	QUANTITY	DESCRIPTION	SERIAL N°	ACQUISITION COST		
					Currency	Amount	Value in EUR
PAI-MATCL/01/01-42-010	17-févr-10	1	Berline Mégane	VF1ML1A0H39105034	XOF	7 102 046,00	10 827,00
PAI-MATCL/01/02-42-010	17-févr-10	1	Berline Mégane	VF1ML1A0H39105035	XOF	7 102 046,00	10 827,00
PAI-MATCL/01/03-42-010	31-déc-10	1	4*4 PRADO TX immatriculé 2891	JTEBD9FJ0K003512	XOF	21 356 654,57	32 558,01
PAI-MATCL/01/04-42-010	31-déc-10	1	4*4 PRADO TX immatriculé 2889 CIT	JTEBD9FJ0K003540	XOF	21 356 654,57	32 558,01
PAI-MATCL/01/05-42-010	31-déc-10	1	4*4 PRADO TX immatriculé 2890 CIT	JTEBD9FJ0K003539	XOF	21 356 654,57	32 558,01
5	ITEMS		TOTAL CARS (42)				119 328,03

5.5 Décisions prises par la SMCL et suivi

Décisions / recommandations formulées	Période d'identification	Timing	Source	Acteur	Actions			Suivi	
					Tâches	Resp.	Date limite	État avancement	Statut
D1) Inscription dans le procès verbal des changements de dénomination des structures membres de la SMCL	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Corriger PV SMCL	UCAT	immédiat	Exécuté	CLOSED
D2) Ajout à la composition de la SMCL le DRH et le CT chargé des projets et programme	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Corriger PV & Règlement Intérieur SMCL	UCAT	immédiat	Exécuté	CLOSED
D3) Transition par le CRK à la CTB de la délibération du CRK pour vérification de conformité pour approbation de l'accord d'exécution.	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Remise délibération CRK à CTB pour ANO	CRK	immédiat	Exécuté	CLOSED
D4) Prise en compte des corrections et amendements dans le règlement intérieur.	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Consolider le RI de la SMCL	UCAT	immédiat	Exécuté	CLOSED
D5) Réviser le schéma de partage des responsabilités entre les responsables nationaux et les coresponsables.	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Etablir le cahier des charges pour le RN et le CORESP.	UCAT	immédiat	Concertation en cours	ONGOING
D6) Valoriser les réseaux/viviers de prestataires nationaux définis (DNCT) conformément aux procédures de mission de contrôle externe.	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Appliquer comme principe d'intervention	UCAT	immédiat	Exécuté	CLOSED
D7) Accord de principe pour consulter prioritairement les réseaux de formation publics.	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Appliquer comme principe d'intervention	UCAT	immédiat	Exécuté	CLOSED
D8) Octroi d'une indemnité de présence de 15.000 FCFA aux membres de la SMCL pour la tenue des réunions (en sus des indemnités de déplacement).	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Verser les indemnités de présence à chaque réunion de la SMLC	UCAT	A chaque réunion de SMCL	Non exécuté (refus RR CTB)	CLOSED
D9) Adoption du changement budgétaire (intégration dans le FIT)	21/03/2012	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Intégrer modifications budgétaires au FIT	UCAT	immédiat	Non Exécuté	OPEN
D10) Finaliser le manuel de procédures de gestion du PAI MATCL avec la DRH et la DFM et le faire valider.	21/03/2012	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Partager le manuel de procédures du PAI avec DFM et DRH MATCL	UCAT	immédiat	Non Exécuté	OPEN
					Finaliser le manuel et le transmettre	UCAT	Dés accord DRH / DFM	Non Exécuté	OPEN
					Validation manuel par échange de lettre	DFM RR CTB	Dés réception	Non Exécuté	OPEN

RECOMMANDATIONS									
R1) Révision des modèles de présentation des comptes-rendus budgétaires.	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Adapter les supports financiers	UCAT	immédiat	Exécuté	CLOSED
R2) Améliorer le dialogue sur la stratégie d'intervention du PAI en appui à la DNI (DGAT) et l'Inspection de l'Intérieur.	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Appliquer comme principe d'intervention	UCAT	immédiat	En cours	ONGOING
R3) Rapprochement des plans de formation du CDI et DRH	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Appliquer comme principe d'intervention	UCAT	immédiat	En cours	ONGOING
R4) Coordination actions de renforcement avec le PADK notamment en ce qui concerne les missions de contrôle et d'inspection.	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Appliquer comme principe d'intervention	UCAT	immédiat	Activité suspendue	OPEN
R5) Cibler les questions stratégiques pour l'organisation des SMCL et veiller que les sujets opérationnels soient traités en amont par les acteurs concernés.	27/09/2011	Sans délais	Réunion SMCL	Membres SMCL	Appliquer comme principe de gestion opérationnelle	UCAT	immédiat	Non exécuté	OPEN